



Les chemins de la transition écologique, sociale et culturelle

Contribuer au changement systémique, mais quel système ? Et comment faire ?

Le débat public a donné en 2015 un sens essentiellement environnemental au mot écologie, en le réduisant à la maîtrise de l'évolution du climat. Nous savons combien ce combat est vital. Mais **pour rendre la terre, notre maison commune, habitable par tous ses habitants, on ne peut pas préserver l'environnement sans réduire les inégalités, abandonner la logique de croissance et d'accumulation qui domine aujourd'hui le monde, respecter les droits fondamentaux et la diversité des cultures, restaurer une éthique dans la conduite des affaires publiques et plus de démocratie participative, promouvoir d'autres raisons d'agir et de vivre ensemble.**

Ces questions sont abordées par de nombreuses organisations. Nous constatons cependant que sous les mêmes mots « d'alternatives », de « transition », de « système », au nom desquels chacun entend lutter, se cachent des sens différents, pas toujours explicités, et donc une certaine imprécision. Ce document a pour but de contribuer au débat pour préciser nos conceptions de la transition.

Un changement systémique,...mais quel système ?

➤ *Quel système ?*

Le monde est aujourd'hui dominé par des puissances économiques et financières pour lesquelles **l'obtention d'un profit privé par tous les moyens est devenue l'objectif principal et la mesure de tout succès.** L'Europe, la plupart des États et des collectivités publiques se sont progressivement soumis à cette logique et adoptent une construction juridique dans laquelle le droit de la concurrence prime sur les droits fondamentaux. Une minorité de grands possédants, actionnaires, détenteurs de l'essentiel du capital industriel et financier, s'approprie privativement et en toute légalité la plus grande part des richesses créées par une exploitation méthodique des ressources naturelles et du travail humain. La stimulation de la consommation sans limite est liée à une philosophie qui continue de penser que les **ressources** sur terre sont **illimitées**, que le pouvoir de chacun est également sans autre limite que des **rapports de force ou de propriété**, que **chacun est à lui-même sa propre référence.**

Cette mainmise s'accompagne d'une idéologie qui considère que l'intérêt général est constitué de la somme des intérêts privés, et affirme que le bonheur de tous viendra de la liberté accordée aux marchés. L'unique commandement « **le profit d'abord** » s'applique aussi loin que le lui permet l'absence de résistance des salariés, des plus faibles, des institutions créées pour faire respecter les droits et la justice, notamment les États. D'où une **incapacité à faire face aux enjeux de survie de la planète et de la société.**

Cette évolution s'accompagne d'une **culture du déchet.** Les centaines de millions de tonnes de déchets sont produits chaque année. La terre devient un immense dépotoir. Mais cette culture du déchet affecte aussi les personnes exclues, qui sont rejetés de la même manière, l'étranger, l'autre. Cette forme de violence, qui s'applique également aux plus faibles, aux peuples et aux minorités, suscite en retour **de nouvelles formes de violence, de guerres et de cruauté.**

➤ **Une dégradation des modes de vie et de pensée**

On constate également une **détérioration progressive des modes de vie** humains, individuels et collectifs. Les réseaux de parenté tendent à être réduits au minimum, la vie conjugale et familiale se trouve fréquemment ossifiée par une sorte de **standardisation des comportements**. L'usage massif du téléphone portable et d'Internet isole chacun dans une sphère virtuelle, où les relations sont réduites parfois à des pictogrammes. C'est notre rapport avec le monde réel qui est compromis dans un mouvement général **d'infantilisation régressive**.

➤ **Nous sommes parties prenante du système**

Mais pourtant, alors que nous sommes révoltés et indignés par l'accélération de ces processus, notre action reste inefficace : pourquoi ? Sans doute parce que la position de la plupart d'entre nous, notamment issus des classes moyennes, est ambiguë. Avec l'internationalisation de l'économie, nous sommes à la fois opprimés et oppresseurs. Pour une part, nous pâtissons du système : le contrat social est remis en cause, nous sommes dans une insécurité croissante. Mais au niveau mondial nous profitons des achats de produits fabriqués à bas prix par un prolétariat qui se développe ailleurs. Un discours répété sans cesse nous fait croire que nous sommes libres de consommer, alors qu'en réalité la liberté appartient à ceux, très minoritaires, qui détiennent le pouvoir économique et financier. Et pourtant nous continuons de critiquer le système de l'extérieur, sans voir que la remise en cause de notre positionnement est essentielle. **Cette ambiguïté explique en partie l'inefficacité de nos réponses**.

Un système social, quel qu'il soit, existe à la fois **autour de nous**, à travers les institutions, les organisations, les réglementations, les techniques, **et en nous** sous forme de dispositions personnelles, inclinaisons, tendances, motivations, compétences et aptitudes à fonctionner dans un tel environnement, du fait de notre position¹. **Cet ensemble constitue bien un système² dans la mesure où ses éléments interagissent entre eux et se renforcent l'un l'autre**.

Les chemins de la transition : quels chemins ?

Face à la menace écologique et à la détérioration de la situation générale, les actions citoyennes se multiplient. Cependant, la plupart des acteurs sont sensibles à un aspect particulier des choses, et mènent donc des actions qui sont cloisonnées et ne se rejoignent pas. Certains travaillent sur le terrain en multipliant les actions porteuses d'alternatives. D'autres font pression pour modifier les décisions publiques au niveau national ou mondial, critiquent les orientations économiques ou politiques. D'autres enfin misent sur l'enrichissement des relations humaines et le développement personnel.

Il est nécessaire de réfléchir simultanément aux différents **chemins de la transition**. Il n'y aura de réponse véritable à la crise écologique qu'à l'échelle planétaire et à la condition que s'opère une authentique révolution politique, sociale et culturelle, **réorientant les objectifs de la production des biens matériels et immatériels, mais aussi les forces humaines de sensibilité, d'intelligence et de désir**, autour de principes et valeurs convergents. C'est pourquoi nous proposons d'analyser ces **différentes dimensions de l'action citoyenne**.

La multiplication des actions porteuses d'alternatives

➤ **Des centaines de milliers d'actions porteuses d'alternatives**

Des centaines de milliers d'actions sont porteuses d'alternatives à la logique dominante, dans de nombreux domaines. Cela constitue un point d'appui indispensable pour construire une autre logique.

De nombreux mouvements parlent d'alternatives, mais les termes ne recouvrent pas toujours les mêmes réalités. Comme le dit sa charte, Alternatiba entend rassembler des alternatives au **changement climatique**

¹ Alain Accardo. De notre servitude involontaire, Agone 2005

² Un système est un ensemble d'éléments qui interagissent entre eux selon certains principes ou règles. Il est déterminé par ses éléments constitutifs et par les interactions entre ces derniers.

et à la **crise énergétique**. Les actions menées par les membres du CAC couvrent aussi la **défense des droits**, le **vivre ensemble**, la **solidarité**, la **lutte contre les discriminations**, l'épanouissement des personnes par le **sport**, la **culture**, l'**éducation populaire**, etc.

Au cours des dernières décennies, il y avait un consensus politique pour estimer que ces actions étaient **nécessaires à la société**, car elles traduisaient la conquête de droits fondamentaux, et devaient donc être financées par des **crédits publics**. Ce consensus est aujourd'hui **remis en cause** sous l'influence d'idées néolibérales qui estiment que le marché est seul à même de parvenir à un équilibre général au bénéfice de tous, et que les actions associatives, comme les services publics, constituent d'abord des **marchés potentiels** qu'il s'agit de « libérer ». Les associations subissent de fortes pressions pour se banaliser et se couler dans un modèle anglo-saxon d'associations utilitaristes, faisant du business et de l'assistantat, à travers les contraintes croissantes exercées sur les subventions publiques et les appels d'offres. Les très fortes restrictions budgétaires instaurées en France depuis 2014 avec le **plan de rigueur** sont en cohérence avec cet objectif, qui se concrétise par la mise en place des « social impact bonds ».

Cependant, un peu partout, des initiatives citoyennes se développent, de façon plus autonome que par le passé, autour des questions du racisme, du phallo centrisme, des dégâts de l'urbanisme, d'une création artistique libérée du marché, d'une pédagogie coopérative et émancipatrice... Ces actions produisent de l'existence humaine, dans un nouveau contexte historique. Autour d'elles, des liens se développent, un nouveau tissu social local surgit.

- ❖ Le répertoire de l'écologie réalisé par le CAC en 2015 a recensé près de 300 actions, réalisées par des citoyens en comptant sur leurs propres forces, sans ou avec très peu de moyens publics, pour contribuer à la lutte contre le changement climatique et pour la transition écologique. De nombreuses actions autonomes similaires sont porteuses de lien social, de lutte contre les discriminations, d'éducation citoyenne ou de démocratie partagée.

Ces actions, à elles toutes, sont porteuses d'une alternative beaucoup plus large. Elles contribuent à libérer les habitants de l'indifférence consumériste, à forger une identité commune, à mobiliser les énergies.

➤ **Le mouvement des Communs**

Le **Manifeste pour la récupération des biens communs** (FSM Bèlèm, 2009) précise « *Il existe des biens d'usage commun à tous les êtres humains, et à la nature elle-même, qui ne peuvent en aucun cas être privatisés ou considérés comme des marchandises.* Le mouvement des Communs s'est développé depuis 2009 pour récupérer et mettre en commun les biens de l'humanité et de la planète, présents et à venir, afin que leur gestion soit assumée dans une démarche participative et collaborative, par les personnes ou les communautés concernées, dans la perspective d'un monde soutenable.

- ❖ De telles initiatives se développent dans de nombreux domaines, pour la défense de l'eau et des fleuves, de la terre, des semences, de la connaissance, de la science, des forêts, des mers, du vent, des monnaies, de la communication et des intercommunications, de la culture, de la musique et des autres arts, des technologies ouvertes et du logiciel libre, des services publics d'éducation, de santé, de l'assainissement, de la biodiversité et des connaissances ancestrales, etc.

La question de la propriété est au cœur de la problématique des Communs, qui s'oppose au mouvement séculaire de transformation des choses et des humains en marchandises.

Les Communs urbains sont en plein essor à travers l'Europe.

- ❖ Parfois ce peuvent être des occupations d'espaces verts, des lieux publics ou culturels menacés par la marchandisation (Teatro Valle à Rome, Gezi Park à Istanbul), ou des expérimentations locales portées par des collectivités, telles que les Chartes urbaines des Communs en Italie, qui invitent les groupes citoyens et les habitants du quartier à prendre en charge des parcs, des espaces de voisinage, des jardins d'enfants,...

La plupart de ces actions **associent** des acteurs de la **société civile** (citoyens, associations, collectifs informels) et des **collectivités « citoyennes »** qui apportent leur appui à ces initiatives, voire même les suscitent. On voit émerger des mouvements politiques se réclamant des Communs, comme par exemple en Espagne.

- ❖ La coalition En Comu, à Barcelone, a gagné la municipalité en 2014. Celle-ci a pour objectif de se réapproprier les institutions et les mettre au service des personnes et du bien commun. Les politiques municipales sont réorientées vers le respect des droits pour tous les citoyens et la lutte contre la corruption. De nombreuses autres cités espagnoles ont mis en place des coalitions municipales.

Le mouvement des Communs regroupe un certain nombre de ces initiatives, en leur apportant une conscience plus claire de la portée de leur action. Mais **il existe des milliers d'actions similaires**, qui sans

être affiliées à ce mouvement développent les mêmes logiques. Il est essentiel de montrer, au-delà de l'appartenance à tel ou tel réseau, ce qui est en jeu dans l'émergence de toutes ces actions.

➤ ***La société civile peut aussi faire pression par son action sur l'État et les collectivités***

Mais toutes les collectivités ne sont pas citoyennes. Les associations ont parfois un rôle de « poil à gratter » en soulevant les questions qui fâchent, en jouant un rôle d'aiguillon. Il y a enfin des relations d'affrontements, parfois violents.

En effet, **quand les autorités se révèlent incapables de prendre leurs responsabilités**, les acteurs locaux de la **société civile peuvent jouer un rôle majeur** en suscitant un sentiment collectif, une plus grande responsabilité, une créativité innovante. Elles peuvent également faire pression pour **diminuer la corruption**, entendue au sens large (il y a corruption quand des décisions qui relèvent de l'intérêt général sont prises sciemment en fonction d'intérêts particuliers, qu'il y ait ou non corruption monétaire).

Ce rôle est essentiel non seulement au niveau local mais au niveau national et international. Face au blocage des institutions, la société civile, à travers les O.N.G. et les associations, peut faire **pression sur les gouvernements** pour les contraindre à développer des normes, des procédures et des contrôles plus rigoureux, et développer des propositions alternatives, organiser la mobilisation pour les faire aboutir.

➤ ***L'économie solidaire comme vecteur d'alternatives économiques***

L'objectif affiché par les Communs est de reconquérir des biens accaparés par le marché, pour les mettre en commun au service de l'humanité et de la planète. La conduite des actions fait appel à la **coopération** et aux **décisions partagées**, réinventant la démocratie sur le terrain. Cela n'exclut pas dans certains cas l'utilisation de rapports marchands régulés et encadrés, dans lesquels la hiérarchie des normes accorde une priorité aux droits fondamentaux et à la valeur d'usage par rapport au droit de la concurrence et à la valeur d'échange.

- ❖ Par exemple, Ardelaine coopérative d'économie solidaire a reconstitué depuis 35 ans la filière laine dans l'Ardèche avec une quadruple solidarité : interne, par l'égalité des salaires, avec le territoire, avec l'ensemble des acteurs de la filière, avec l'humanité, à travers ses choix écologiques. Le projet est fortement partagé par tous ceux qui y travaillent. La finalité n'est pas de maximiser les profits mais d'être au service du bien commun.

Cela différencie fondamentalement ce type d'expérience de celle d'entrepreneurs sociaux tournés vers le profit, qui valorisent le rôle charismatique de l'entrepreneur. Ceux-ci sont présentés par l'Union européenne comme le modèle d'avenir de l'économie solidaire, alors que les Communs sont seuls porteurs de solutions.

Une transition économique, sociale, culturelle, politique

Nous en resterons aux **principes de base**, qui permettraient de construire ces politiques, sans aborder le détail des différentes politiques nécessaires (en matière de production, d'échange, d'urbanisme, de logement, de transports, le développement rural, etc.).

D'autres formes de progrès et de développement

Comme le montre Jean Gadrey, il sera nécessaire **d'économiser fortement toutes les ressources**, de réduire les transports polluants, de préférer des villes denses, de mener la bataille de la décarbonation, c'est-à-dire de mener une course opposée à la folle course actuelle à la productivité et à la croissance. Une société post croissance n'est pas seulement une nécessité. Elle correspond à une perspective désirable et crédible de **progrès social et de développement humain**. Avec une profonde réorientation (qui n'a rien à voir avec un retour en arrière) on peut **vivre bien et vivre mieux** dans le respect des limites que nous impose la nature. Un nouveau modèle de développement, c'est aussi de nouvelles filières, de nouvelles recherches, de nouveaux savoirs. Loin de conduire à la réduction de l'emploi et de la richesse, une telle trajectoire peut conduire à la **production de valeur ajoutée** et au **plein emploi**, car on aura besoin de beaucoup de bras et de têtes pour réussir la **grande bifurcation** qui s'impose. Mais pour enclencher cette grande bifurcation post-croissance, une forte réduction des inégalités sociales est absolument décisive, dans le monde et dans chaque pays.

➤ *Repenser la totalité des processus politiques*

La sphère politique a été progressivement subvertie et corrompue par la puissance de la sphère économique. Au niveau européen les lobbies font la loi. Au niveau national la confusion est totale entre les intérêts privés et l'intérêt général. La sphère politique est responsable de son propre discrédit, du fait de l'abandon par l'État de son rôle de garant de la solidarité et de l'avenir à long terme du pays. Celui-ci n'assure plus la sécurité, qui réside d'abord dans l'accès de tous à la santé, à l'éducation et aux services publics et non dans la multiplication des policiers. Or, quand l'État ne joue pas son rôle, **certains groupes économiques se déclarent bienfaiteurs de la collectivité** et s'approprient le pouvoir réel. Ils se sentent autorisés à ne pas respecter les règles, que ce soit au niveau fiscal ou du respect des règles environnementales. La corruption se banalise, jusqu'à donner lieu dans certains pays ou sur certains territoires à diverses formes de criminalité organisée, narcotrafics, violences, très difficiles à éradiquer.

Il n'est donc **pas suffisant de modifier quelques règles** ou de pratiquer la politique du juste milieu. Le changement réel exige de **repenser la totalité des processus**, en mettant l'économie et le politique au service du bien commun, avec la participation des citoyens. Chaque pays a la mission impérieuse de planifier, coordonner, sanctionner les utilisations irresponsables des capacités humaines. Cela est nécessaire pour que chaque pays protège et prépare son avenir, dans un contexte de constantes innovations technologiques et de bouleversements rapides et violents.

La crise financière de 2007-2008 était en particulier une occasion importante pour réguler l'activité financière spéculative et développer une nouvelle économie plus attentive aux droits. Elle a servi au contraire à casser l'État social et organiser la régression de l'égalité, puis des libertés. Si une nouvelle crise financière survient, il est essentiel de l'anticiper pour mettre au pas la finance et retrouver le chemin d'une régulation.

Le droit, qui établit les règles de ce qui est acceptable, porte encore largement la trace des principes républicains, mais il est attaqué de toutes parts. Il est nécessaire de **modifier la hiérarchie des normes**, en redonnant la primauté à l'intérêt général et au bien commun par rapport au droit de la concurrence, **notamment au niveau du droit européen et des traités de commerces internationaux**. Mais, au-delà du droit, le rôle de la puissance publique est également de **préparer l'avenir** à long terme, **garantir l'égalité et la sécurité**, utiliser l'impôt dans le cadre d'un **contrat social** qui garantit aux citoyens l'accès aux services publics, à l'éducation, à la santé, à l'habitat, au service, c'est-à-dire rende effectifs les droits fondamentaux.

Cette vision du rôle de l'État s'oppose presque point par point à l'immédiateté politique qui prévaut actuellement, soutenue par des populations consuméristes, au service des intérêts privés et au pillage des ressources publiques, en cultivant l'angoisse sécuritaire comme un moyen de gouvernement.

➤ *Un seul monde*

La mondialisation de l'économie, rendue possible par le numérique, a permis aux forces économiques et financières de s'affranchir du compromis social et du contrôle des États qui s'était instauré pendant les 3 premiers quarts du XXe siècle. Aujourd'hui, **il n'y a pas de solutions au niveau d'un seul pays** pour les problèmes qui déterminent l'avenir du monde. Dans les conditions actuelles d'évolution de la société mondiale, où de plus en plus de personnes sont marginalisées et privées des droits humains fondamentaux, le bien commun est un appel à la solidarité, avec une priorité pour plus pauvres, tous ceux qui sont rejetés aujourd'hui comme inutiles par le système. Il faut à la fois penser le droit des générations futures et le droit des opprimés d'aujourd'hui.

Dans ce contexte, le **renforcement des institutions internationales** est indispensable. Celles-ci doivent être rendues plus fortes et efficacement organisées, avec des autorités désignées équitablement par accord entre les gouvernements nationaux, autonome et doté de pouvoirs de sanctions. Il s'agit d'instaurer dans l'application des droits fondamentaux ce qui a été fait pour le commerce avec l'OMC. En particulier chaque pays, notamment les plus faibles, doit se voir reconnaître le droit de développer sa propre économie et de préserver sa société, y compris sur le plan social et culturel, de pouvoir développer ses cultures vivrières en limitant les importations à bas prix. **Le libre-échange généralisé, organisé par et pour les puissances dominantes, est incompatible avec la transition écologique**. Nous n'avons pas encore la clé pour y parvenir, mais il est essentiel que les forces organisées de la société civile agissent ensemble dans ce sens au niveau mondial.

➤ **Dominer la technique et la technocratie**

Tout accroissement de puissance n'est pas en soi un progrès. Les **mutations technologiques** des 3 dernières décennies ont bouleversé la face du monde. Si elles ont porté remède à d'innombrables maux de l'humanité, l'énergie nucléaire, les biotechnologies, l'informatique donnent un terrible pouvoir à ceux qui ont le pouvoir d'orienter la recherche. **Il n'est pas garanti qu'ils en fassent bon usage.** Il suffit de se souvenir d'Hiroshima, ou de l'extermination de millions de personnes par les régimes totalitaires pour voir ce qui peut advenir demain. Certaines applications peuvent être mises au service de folles volontés de puissance (nucléaire, biotechnologies, certaines applications informatiques liberticides, l'émergence d'un transhumanisme irresponsable...).

Face aux problèmes de la transition écologique et sociale, **une recherche responsable et indépendante est nécessaire**, qui doit s'accompagner d'une discussion scientifique, sociale et éthique responsable et large. Cela suppose une rupture du lien de la recherche et des intérêts privés, et l'émergence de nouvelles formes de recherche publique, interdisciplinaire et articulée avec les choix de société. **La technique ne peut plus être séparée de l'éthique ni des choix démocratiques, car elle n'est pas capable d'autolimiter son pouvoir.**

Une écologie des relations humaines et du vivre ensemble

A travers la multiplication des actions porteuses d'alternatives et la transition, ce sont **d'autres raisons de vivre et d'agir** qui apparaissent. L'aspiration au bien commun induit une **écologie des relations humaines et du vivre ensemble**. Elle tend à recomposer les pratiques humaines dans les domaines les plus variés, à toutes les échelles individuelles et collectives, pour ce qui concerne la vie quotidienne aussi bien que la réinvention de la démocratie, l'urbanisme, la création artistique, etc. La lecture transversale de ces actions permet d'explicitier le sens dont elles sont porteuses en termes de relations humaines.

➤ **Principes et valeurs portées par l'aspiration au bien commun**

Liberté, égalité, fraternité. Les actions citoyennes remettent au premier rang les valeurs républicaines, vidées de leur substance par la liberté d'entreprendre, la compétition généralisée, la lutte de tous contre tous. La liberté d'expression, la logique de coopération, la solidarité appliquée à tous les humains sont au cœur des actions porteuses d'alternatives.

Démocratie et débat : la création d'espaces de parole est nécessaire pour donner à chacun la possibilité de s'exprimer, de contribuer en tant que sujet à la co-construction du bien commun à travers des projets partagés qui n'excluent personne. Cela conduit à de nouvelles articulations avec les institutions démocratiques, qui restent nécessaires.

Valeur d'usage, simplicité volontaire. Dans les communs, la valeur d'usage remplace la valeur d'échange. Il n'est pas nécessaire d'avoir une surabondance ou une quantité illimitée de terre, d'énergie, donc d'argent. Cela s'oppose directement au principe d'accumulation sans limite et au gaspillage.

Gratuité, sobriété libre et consciente. Cette sobriété vécue avec liberté et de manière consciente permet de s'arrêter pour apprécier les choses, sans s'attarder ou s'attrister sur ce que l'on ne possède pas. On peut vivre intensément avec peu, surtout quand on est capable d'apprécier d'autres plaisirs et de trouver satisfaction dans les rencontres fraternelles.

Reliance. L'adoption d'une attitude écologique va de pair avec la conscience d'être connecté à la nature et aux autres humains, d'être en lien, à l'intérieur de l'humanité et non à l'extérieur, dans une attitude de prédation et de domination.

Reconnaissance de l'autre et mise en relation. Le travail commun développe la reconnaissance de l'autre, la valorisation de chaque personne humaine. La rupture avec la philosophie du système permet se libérer de l'aliénation du « toujours plus », du « toujours plus fort », du « toujours anxieux », du « toujours pressé », et de réinventer des façons d'être en relation au sein du couple, de la famille, de la ville, du travail. Loin d'un retour à l'âge de pierre, il est possible d'inventer un nouvel art de vivre.

Réinvention d'un rapport à soi-même. Cette rupture permet également de réinventer le rapport au corps, au rêve, à la poésie, au temps qui passe, au sens de la vie et de la mort, à la spiritualité. Ainsi,

progressivement, des antidotes se construisent à l'uniformisation médiatique et informatique, au conformisme des modes, aux manipulations de l'opinion par la peur et la désignation de boucs émissaires. Cette réhabilitation de la subjectivité ne s'oppose pas au travail de la raison. Elle s'accompagne souvent, au contraire, d'un retour à la pensée construite en dépassant les stéréotypes.

➤ **Un autre rapport au travail**

Les forces productives, du fait du développement continu de la machine depuis deux siècles rendent disponible une quantité toujours plus grande du temps d'activité humaine. Mais à quelle fin ? Le système s'en sert pour cultiver le chômage et l'exclusion, générateurs de solitude, de désœuvrement, d'angoisse et de névrose. Ce phénomène risque encore de s'accroître dans les prochaines décennies avec les progrès de **l'intelligence artificielle, qui détruit des emplois de plus en plus qualifiés** pour les remplacer par des robots et fait basculer les classes moyennes dans la pauvreté (déjà aux USA). L'invention d'une nouvelle façon de vivre le rapport au travail est désormais d'une grande urgence. Le partage du travail et le **développement de l'activité libre** permet l'épanouissement de la culture, de la création, de la recherche, de l'enrichissement des modes de vie et de sensibilité.

➤ **L'épanouissement des personnes par la culture, le sport, l'éducation populaire**

Par leur action et par leur mode de faire, les actions citoyennes indiquent **le chemin d'une société dans laquelle l'épanouissement des personnes est primordial par rapport à leur statut de consommateurs ou de producteurs**. La culture, l'éducation populaire, le sport et la participation sont les différentes dimensions d'une même démarche d'émancipation et d'épanouissement des potentialités.

- ❖ On ne compte plus les créations artistiques libérées du marché, les groupes de musique actuelle, les chorales, etc. issues d'initiatives citoyennes. La dimension artistique est presque toujours présente dans les actions communes, même au sein des initiatives émancipatrices organisées par les plus démunis.
- ❖ Alors que le sport médiatisé est centré sur la compétition et la lutte, les pratiques coopératives du sport permettent d'expérimenter par l'entrée corporelle des situations de dépendance réciproque. Cela constitue souvent une forme d'éducation aux attitudes citoyennes et permet de les rendre conscientes.
- ❖ Le foyer rural grand Clunisois (71) effectue un travail en profondeur d'éducation populaire sur un territoire de la taille d'un arrondissement. Une université rurale propose une formation et une éducation tout au long de la vie : cycles de formation, débats, concertation internationale. Cette action se traduit dans la durée par un travail d'éducation en profondeur : plus de solidarité au sein de la population, un lien social plus fort, et une réflexion sur l'avenir commun du monde rural.

➤ **L'éducation à une citoyenneté écologique et sociale**

De nombreuses actions d'éducation à l'environnement ont élargi leur champ à des objectifs de solidarité internationale, de droit au logement, etc. Elles incluent une **critique des mythes de la modernité** (individualisme, progrès indéfini, concurrence et consumérisme, marché sans règles) et des **conséquences** humaines, sociales et politiques des dérives du système, avec le souci de donner aux enfants du territoire les outils nécessaires à leur formation de futurs citoyens.

Les actions porteuses d'alternatives rendent visible l'existence d'une autre logique aux yeux des citoyens, et disqualifient l'idée qu'il n'y a pas d'alternatives. Cette fonction démonstrative va bien au-delà des participants directs à ces expériences, comme le montre l'extraordinaire diffusion du film « Demain ».

➤ **Des réseaux de partage et d'appartenance**

Il est difficile d'agir seul pour promouvoir d'autres logiques. **Des groupes d'échanges sont très importants pour aider chacun à mettre en accord ses convictions et ses pratiques**. Les exemples sont multiples : loges maçonniques, cellules du PC, groupes de développement d'agriculteurs, communautés de base en Amérique latine, mouvements de jeunes, etc. Le même mouvement peut inspirer la **marche vers la transition écologique, sociale et culturelle**.

Même dans des conditions matérielles difficiles, il est possible de surmonter les difficultés par la cordialité et l'amitié du vivre ensemble. **Le rôle des associations est essentiel pour développer des réseaux de partage et d'appartenance**. Cette **solidarité humaine constitue la base de l'action commune et d'une évolution des personnes** vers plus de responsabilité et plus d'autonomie.

Ce travail amorcé au sein du CAC le 19 mars, a vocation à se poursuivre lors de **l'université d'été du 5 au 7 juillet prochain**. Mais ce débat est également celui de tous les acteurs de la transition, dans de multiples lieux. Espérons que cette réflexion contribuera modestement à éclairer tous ces débats.